

Service Risques, Energie, Déchets / Pôle Risques  
Technologiques ICPE  
Saint-Phy  
BP 54  
97102 BASSE-TERRE CEDEX

BASSE-TERRE CEDEX, le 04 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **OCEO**

182 rue de Hollande  
97150 ST MARTIN

Références : RED-PRT-IC-2023 -186

Code AIOT : 0100015407

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2023 dans l'établissement OCEO implanté 182 rue de Hollande 97150 ST MARTIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OCEO
- 182 rue de Hollande 97150 ST MARTIN
- Code AIOT : 0100015407
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation comprend 2 îlots de distribution connectés à une cuve enterrée d'essence de 30 m<sup>3</sup> et à une cuve enterrée de 20 m<sup>3</sup>, moitié essence, moitié gasoil.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Contrôle Périodique des Installations | Code de l'environnement, article R. 512-58                   | /                                                                                                          | Sans Suite                                                                                                      | /                     |
| 2  | Coupure générale                      | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7 de l'Annexe I  | /                                                                                                          | Lettre de suite préfectorale                                                                                    | 3 mois                |
| 3  | Registre de pollution                 | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.5 de l'Annexe I  | /                                                                                                          | Lettre de suite préfectorale                                                                                    | 3 mois                |
| 4  | Décanteur-séparateur                  | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 de l'Annexe I | /                                                                                                          | Lettre de suite préfectorale                                                                                    | 3 mois                |
| 5  | Bordereau de suivi de déchets         | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 7.2 de l'Annexe I  | /                                                                                                          | Lettre de suite préfectorale                                                                                    | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est globalement propre et bien entretenue par le gérant. Son suivi nécessite toutefois d'être renforcé, notamment au regard de la traçabilité des interventions (coupure générale, enlèvement des déchets, accidents). Il a été constaté un manque de suivi dans le temps de la vie de l'installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contrôle périodique des installations

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-58                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle après mise en service                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le premier contrôle d'une installation soumise à déclaration avec contrôle périodique a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.                                                                                                                                                                                 |
| <b>Constats :</b> L'installation a été déclarée en octobre 2020. Depuis cette date, aucun contrôle après mise en service n'a été réalisé, alors qu'il était attendu 6 mois après la mise en service.<br><br>Toutefois, l'exploitant indique que l'organisme de contrôle doit intervenir le 9 avril 2023. La lettre d'engagement a été consultée par l'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

### N° 2 : Coupure générale

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.7 de l'Annexe I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b> L'exploitant indique que les boutons de coupure d'urgence sont testés sans le vouloir, par mégarde par les employés de la station. Toutefois, aucune preuve ou justificatif ou registre ne permet d'attester de ces essais.<br><br>Il est attendu un enregistrement de chaque "essai" du bouton de coupure générale, ainsi que la preuve de la vérification annuelle des installations électriques. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### N° 3 : Registre de pollution

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.5 de l'Annexe I                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations lié aux accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant indique ne posséder aucun registre traçant les possibles accidents et incidents se produisant sur le site.<br><br>Il est attendu la mise en place d'un tel outil.                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

### N° 4 : Décanteur-séparateur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 de l'Annexe I                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques pollution                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Un séparateur-décanteur est relié aux aires de dépotage et de distribution. Il est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.   |
| <b>Constats :</b> Aucune attestation de conformité du décanteur et aucune fiche de suivi de nettoyage ne sont présentées par l'exploitant à l'inspection. Seules des factures de nettoyage du décanteur sont présentées.<br><br>Il est attendu le certificat de conformité et un registre traçant le nettoyage et le suivi du décanteur. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N°5 : Bordereau de suivi de déchets**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 7.2 de l'Annexe I                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant est tenu aux obligations de registre et de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi.                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Constats :</b> L'exploitant ne remplit aucun bordereau de suivi de déchets lors de l'enlèvement des boues du décanteur d'hydrocarbures.<br><br>Aucun registre de déchets n'est mis en place.<br><br>Il est attendu la mise en place d'un registre déchet. Les bordereaux de suivi de déchets devront être remplis conjointement avec l'entreprise qui réalise l'enlèvement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |